

**Journée internationale pour  
l'élimination de la discrimination  
raciale - Intervention du  
représentant permanent adjoint de  
la France auprès des Nations unies -  
Assemblée générale  
(New York, 21 mars 2017)**

Merci Madame la Présidente pour l'organisation de cette journée commémorative à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée il y a cinquante ans, constitue un instrument indispensable pour la lutte contre les discriminations raciales. Elle garde, hélas, toute sa pertinence aujourd'hui.

La France se mobilise au sein des instances internationales, et veille à ce que les discriminations et les discours de haine, y compris à l'encontre des migrants, soient condamnés et pour que nous fassions tout pour les prévenir.

En France la liberté d'expression est un droit inaliénable. Elle est inscrite dans notre Constitution. Comme toutes les libertés, elle n'est pas absolue : nul n'est libre de commettre un crime ou un délit sans sanction. Tel est le cas en matière de paroles ou d'actes racistes ou antisémites. En France, le racisme est un délit, de même que toute forme de discrimination à raison de l'origine, réelle ou supposée, de l'appartenance ou de la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion, ou des convictions, notamment religieuses. Le racisme ne constitue en aucun cas une «opinion» qui pourrait être librement exprimée.

Dans sa lutte contre l'intolérance, la France ne privilégie d'ailleurs aucun motif de discrimination par rapport à un autre. Qu'ils soient antisémites, antimusulmans, antichrétiens, antiroms, ou homophobes, tous les actes d'intolérance et de discrimination sont dénoncés avec force par les autorités publiques et font l'objet de poursuites judiciaires.

La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie est l'une des priorités de la France en matière de droits de l'Homme. Cette lutte a ainsi été érigée par les plus hautes autorités de l'État en cause nationale, suite aux événements de janvier 2015. La France a adopté son deuxième plan national d'action de lutte contre le racisme et l'antisémitisme 2015-2017 qui comprend des mesures fortes.

Madame la Présidente,

Plus que jamais nous devons tous nous mobiliser pour faire en sorte que les principes que nous avons posés dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale soient pleinement mis en oeuvre.

Je vous remercie./.